

Par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

1 juin 2025

Pour tirer parti de la dernière hausse de la demande mondiale de minerais stratégiques, les pays africains doivent tirer les leçons des expériences passées et mettre en place des processus transparents favorisant la stabilité et profitant aux citoyens ordinaires.



Vue des puits de mines et de la ville de Rubaya, dans l'est de la RDC, théâtre d'un conflit permanent et abritant certaines des plus importantes réserves de coltan au monde, un minerai essentiel pour la fabrication d'équipements électroniques. (Photo : AFP/Camille Laffont)

L'Afrique est au cœur de la demande mondiale croissante de minerais et de métaux stratégiques tels que le lithium, le graphite, le cobalt, le coltan, le manganèse, le platine, le tantale et la bauxite, nécessaires au développement des technologies modernes et des industries manufacturières. Les pays africains détiennent une part importante des réserves connues pour un grand nombre de ces minerais stratégiques. Les secteurs clés qui dépendent de ces minerais stratégiques sont notamment l'automobile et l'aéronautique, la téléphonie mobile, l'informatique, l'électronique, l'énergie, les technologies médicales et la production d'acier. Ces minerais prennent une importance croissante dans la géopolitique mondiale, la Chine représentant 87 % du traitement mondial des minerais stratégiques et des minerais de terres rares.

Les précédentes périodes d'extraction des ressources naturelles en Afrique ont été très perturbatrices et déstabilisantes, contribuant à ce que l'on a appelé la malédiction des ressources naturelles, où les pays disposant de ressources naturelles relativement plus abondantes ont eu tendance à basculer vers l'autocratie, la corruption et les conflits, tout en accusant un retard dans leur développement. Cette instabilité a, à son tour, rendu les investissements en Afrique moins attrayants pour les pays et les entreprises engagées à respecter des normes de transparence plus élevées et à établir des partenariats mutuellement bénéfiques.

Afin d'examiner comment l'Afrique peut gérer la dernière hausse de la demande en ressources stratégiques pour promouvoir sa sécurité et sa prospérité économique à long terme tout en forgeant des partenariats externes stables et mutuellement bénéfiques, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique s'est entretenu avec Christian-Géraud Neema, un expert africain de premier plan dans le domaine des minerais stratégiques et des chaînes d'approvisionnement en minerais. M. Neema a été chef de projet pour une société minière congolaise dans son pays natal, la République démocratique du Congo (RDC), consultant en matière de bonne gouvernance et de plaidoyer politique, et conseiller auprès de gouvernements et d'entreprises étrangères sur les questions minières. M. Neema est le rédacteur pour l'Afrique du China-Global South Project, dont il gère la base de données interactive sur l'exploitation minière, la production et l'approvisionnement en RDC. Il est également chercheur non-résident à la Fondation Carnegie pour la paix internationale.

QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES LES PLUS REMARQUABLES DE LA DERNIÈRE HAUSSE DE LA DEMANDE DE MINERAIS ET DE MÉTAUX STRATÉGIQUES EN AFRIQUE ?

La dernière hausse de la demande de minerais et de métaux stratégiques pour l'Afrique se produit dans le contexte malheureux d'un manque de préparation de l'Afrique à développer une base infrastructurelle solide pour tirer les bénéfices de l'écosystème des minerais stratégiques et des terres rares.

« Les précédentes périodes d'extraction de ressources naturelles en Afrique ont été très perturbatrices et déstabilisantes ».

Il est question de services de base tels qu'un réseau électrique, un approvisionnement en eau, des moyens de transport et de communications fiables, ainsi que de l'entretien nécessaire pour les développer et les maintenir en état de marche. La RDC, par exemple, a un taux de couverture du réseau électrique très faible et la plupart de ses infrastructures sont inopérantes, obsolètes, ou dans un état de délabrement avancé. Ce vaste pays possède également l'une des infrastructures de transport les moins développées d'Afrique, ce qui l'empêche de tirer pleinement parti de ses ressources. Ces problèmes ne sont pas propres à la RDC et affectent d'autres pays dotés d'une industrie minière importante.

Les pays africains accusent encore un retard dans le domaine des compétences humaines essentielles, telles que le génie chimique, minier et industriel, le génie métallurgique, les sciences de l'environnement et l'économie. Le développement de ces compétences requiert un investissement sur la durée, notamment à travers des collaborations internationales bénéfiques pour tous, qui concourent à la réalisation des objectifs de chaque pays.

Même lorsque des politiques exigent que les entreprises étrangères raffinent les minerais localement, les goulets d'étranglement institutionnels demeurent un obstacle majeur.

Le Zimbabwe en est un exemple frappant. Le gouvernement a donné aux entreprises minières (principalement chinoises) jusqu'à mars 2024 pour soumettre des plans de raffinage du lithium dans le pays. Toutefois, en raison de l'absence de capacité industrielle nationale, ces entreprises se contentent de briser les roches contenant du lithium (comme le spodumène) afin d'obtenir un concentré de lithium liquide. Bien qu'il s'agisse d'un processus en plusieurs étapes, le concentré de lithium reste du lithium brut. Par conséquent, le Zimbabwe exporte toujours une matière première et ne progresse pas dans la chaîne de valeur comme prévu, ce qui constitue un obstacle à son développement économique. La grande leçon à en tirer est que les politiques doivent être en adéquation avec les capacités et les ressources industrielles et humaines disponibles.



Un mineur artisanal regarde à l'extérieur d'un tunnel dans une mine près de Bukavu, en RDC. (Photo : AFP/Griff Tapper)

Les pays africains, quant à eux, n'ont souvent pas de marché intérieur significatif pour les produits finis qu'ils doivent ensuite racheter à un prix exorbitant. Prenons l'exemple du marché des véhicules électriques (VE). La Chine est le plus grand marché du monde, avec environ 60 % des ventes mondiales de VE. Vient ensuite l'Europe avec 25 %. Les États-Unis représentent environ 10 % du marché. La part africaine du marché mondial des VE est très faible. Au Kenya, un marché à fort potentiel de croissance, les VE représentent environ 350 des 2,2 millions de voitures du pays.

En Afrique du Sud, il n'y a que 6 000 VE sur 12 millions de voitures. Au total, l'Afrique représente moins de 1 % du marché mondial des VE.

Dans ces conditions, les efforts déployés par les gouvernements africains pour amener les entreprises étrangères à fabriquer localement les composants des batteries des véhicules électriques (dont le lithium n'est qu'un élément) et même produire des batteries ne sont pas faciles à mettre en œuvre. En revanche, les puissances étrangères qui se disputent les minerais stratégiques et les terres rares de l'Afrique ont toutes mis en place des politiques visant à garantir des chaînes d'approvisionnement et des stocks fiables le plus rapidement possible.

Pour que la dernière campagne mondiale en faveur des minerais soit bénéfique pour l'Afrique, les pays africains doivent investir massivement dans la recherche et le développement, prendre des mesures pour remédier à leur manque de compétitivité industrielle et développer les compétences et les technologies nécessaires au traitement de ces minerais. Dans l'intervalle, ils doivent identifier et développer des compétences solides dans des niches de l'écosystème minier, ce qui leur permettra de s'imposer durablement dans ce secteur d'activité.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ASPECTS DÉSTABILISANTS ET PRÉJUDICIALES DES PRÉCÉDENTES PÉRIODES D'EXPLOITATION MINIÈRE EN AFRIQUE ?

Trois cercles vicieux ont rendu les pays africains particulièrement vulnérables au cours des précédentes périodes d'exploitation minière. Tout d'abord, la mauvaise gouvernance s'est installée très tôt, illustrée par des coups d'État, des guerres civiles et certaines des pires formes de kleptocratie et d'autocratie. Deuxièmement, les élites ont commencé à considérer les ressources nationales comme un mécanisme permettant d'obtenir rapidement des sources de revenus privés réguliers afin d'asseoir leur pouvoir, d'acheter la loyauté et de créer un réseau de mécénat. Troisièmement, les entreprises étrangères ont pu contourner les réglementations nationales tant qu'elles travaillaient en étroite collaboration avec les élites du régime. Nombre de ces entreprises, en raison de leur capacité à extraire des matières premières et à générer des devises étrangères, sont effectivement devenues un moyen pour les régimes de se maintenir au pouvoir.

« Les élites ont commencé à considérer les dotations en ressources nationales comme un mécanisme permettant d'obtenir rapidement des sources de revenus privés réguliers ».

Il n'y avait que très peu d'incitation à appliquer les lois exigeant une bonne citoyenneté d'entreprise, la responsabilité et une bonne gestion des ressources nationales. Cela explique en grande partie pourquoi les principaux producteurs de pétrole brut du continent n'ont pas investi dans des capacités de raffinage, ce qui les a rendus dépendants des importations de carburant.

Pour rompre ce cercle vicieux et mettre l'Afrique sur la voie de l'exploitation de ses ressources naturelles, trois priorités doivent être poursuivies.

Premièrement, l'Afrique a besoin d'une meilleure gouvernance pour éviter de répéter les erreurs du passé. Lorsque le maintien au pouvoir est l'objectif principal, aucune politique de responsabilisation et de bonne gestion des ressources ne peut prendre effet.

Deuxièmement, l'industrie extractive doit faire l'objet d'un engagement, d'une participation et d'une surveillance solides. Cela peut se faire par le biais d'institutions telles que le parlement, d'initiatives de transparence et de responsabilité, de la divulgation des contrats et des licences, de la sensibilisation et du plaidoyer des ONG, de l'implication du secteur privé, de recours stratégiques et de la surveillance des droits de l'homme.

Enfin, les entreprises étrangères doivent s'astreindre à des normes de conduite plus strictes et plus rigoureuses afin de s'assurer qu'elles respectent les lois et les réglementations locales, qu'elles font preuve de civisme et qu'elles mettent tout en œuvre pour atténuer les conséquences involontaires de l'industrie extractive. Ces pratiques jettent les bases de partenariats stables, durables et bénéfiques pour les entreprises et les citoyens étrangers.

QUELLES SONT LES MEILLEURES PRATIQUES QUE LES GOUVERNEMENTS ET LES ENTREPRISES MINIÈRES ÉTRANGÈRES PEUVENT ADOPTER POUR GARANTIR QUE L'EXTRACTION MINIÈRE CONTRIBUE À LA STABILITÉ ET AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE EN AFRIQUE ?

La stabilité politique découle d'une gouvernance démocratique et responsable. Cela explique en grande partie pourquoi le Botswana a si bien géré son industrie du diamant. Beaucoup d'autres pays n'ont pas connu la même réussite. Prenons l'exemple de la RDC. Dès le début, les élites nationales ont considéré que la richesse minière exceptionnelle du pays était un moyen d'asseoir leur pouvoir. Hostiles à l'instauration d'un climat de responsabilité et de réglementations plus strictes, elles voyaient dans ces mesures un moyen de saper leurs principaux moyens de subsistance. Il n'y avait tout simplement pas de marge de manœuvre politique pour mettre en place des institutions étatiques, des infrastructures et un capital humain fonctionnels. Les calculs politiques à court terme primaient. Rien de durable ne peut être développé dans un tel contexte.

Par ailleurs, les meilleures pratiques comprennent l'examen et la mise en œuvre des politiques réglementaires existantes de l'Union africaine (UA) afin de tirer parti des opportunités minières, l'investissement dans la recherche et le développement, la mise en place d'un centre de formation capable de produire systématiquement les ressources humaines nécessaires, l'amélioration de la capacité de négociation des gouvernements et la création d'un climat d'investissement prévisible. Je ne saurais trop insister sur l'importance de la responsabilité et du contrôle, étant donné le piège vicieux dans lequel les pays riches en ressources se sont constamment retrouvés depuis leur indépendance.

COMMENT LES GOUVERNEMENTS AFRICAINS ET LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUVENT-ILS CONTRIBUER À UNIFORMISER LES RÈGLES DU JEU AFIN QUE LES ENTREPRISES MINIÈRES RÉPUTÉES ET RESPECTUEUSES DES RÈGLES PUISSENT ÊTRE COMPÉTITIVES DANS LE SECTEUR MINIER AFRICAIN ? EN D'AUTRES TERMES, COMMENT ÉVITER UN NIVELLEMENT PAR LE BAS ET ENCOURAGER UN NIVELLEMENT PAR LE HAUT EN TERMES DE MEILLEURES PRATIQUES ?

« Les entreprises étrangères respecteront les règles si les acteurs locaux respectent leurs propres lois ».

Les entreprises étrangères respecteront les règles si les acteurs locaux respectent leurs propres lois, les appliquent de manière uniforme et respectent les droits de leurs citoyens à participer au contrôle. Cependant, elles ont également la responsabilité d'adhérer à leurs propres réglementations, aux lois nationales et internationales et aux normes de bonne gouvernance d'entreprise et de citoyenneté. Il doit s'agir d'un processus à double sens, faute de quoi une ou plusieurs parties se sentiront toujours flouées. Nous devons nous rappeler que si l'exploitation minière est lucrative, elle peut avoir de nombreuses conséquences imprévues susceptibles de compromettre la sûreté, la sécurité et la stabilité. Les exemples passés sur lesquels réfléchir et tirer des leçons ne manquent pas.

POUVEZ-VOUS DONNER DES EXEMPLES DE PAYS QUI PROGRESSEDANS LA CHAÎNE DE VALEUR ? QUEL RÔLE L'UNION AFRICAINE ET LES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES JOUENT-ELLES DANS CE PROCESSUS ?

L'UA a un rôle à jouer, tout comme les communautés économiques régionales (CER). La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance fournit un cadre général pour la stabilité démocratique, sans laquelle la compétitivité économique est insaisissable. En 2009, l'UA a publié sa Vision minière africaine, soulignant l'importance de progresser dans la chaîne de valeur. En 2019, l'UA a publié une stratégie africaine pour les matières premières qui vise à transformer l'Afrique d'un fournisseur de matières premières en un pays capable d'ajouter de la valeur à ses matières et de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales. Le Centre pour le développement des minéraux en Afrique a été créé en 2016 pour coordonner et superviser la Vision minière africaine. Cependant, il n'est pas encore opérationnel car il n'a pas été ratifié par un nombre suffisant d'États membres.

Les CER ont un rôle à jouer, notamment en aidant les pays à coopérer et à se spécialiser dans l'écosystème minier régional. Par exemple, il serait logique que la Zambie cherche à conclure un accord régional pour exporter son lithium brut vers l'Afrique du Sud pour qu'il soit raffiné en produits plus précieux tels que l'hydroxyde de lithium. Toutefois, de tels accords dépendent fortement des conditions préalables évoquées plus haut. En outre, les programmes régionaux de valorisation de ce type ne peuvent être efficaces que si la richesse nationale n'est pas considérée comme un moyen de survie politique. Dans le cas contraire, les élites nationales sont moins incitées à « envoyer » leurs précieuses ressources dans un pays tiers pour qu'elles y soient raffinées. En d'autres termes, nous avons besoin d'un changement radical de mentalité en ce qui concerne les ressources nationales.

Cela dit, certaines innovations politiques ont été tentées. Par exemple, la RDC et la Zambie ont mis en place une politique commune pour renforcer leurs chaînes de valeur minières, partager l'expertise et l'infrastructure, et collaborer à la production de batteries pour les véhicules électriques destinés à l'exportation vers les marchés avancés.

Le Maroc s'est positionné comme un acteur clé de l'industrie des véhicules électriques en raison de sa proximité avec l'Europe et de sa solide base industrielle et technologique. Cette situation a incité certains fabricants chinois de pièces de batteries pour véhicules électriques à installer des lignes de production dans le pays en vue de conquérir le marché lucratif de l'Europe. L'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe ont adopté des politiques interdisant l'exportation de matériaux bruts ou semi-transformés. Toutefois, des mesures supplémentaires seront nécessaires pour que ces pays puissent récolter les bénéfices escomptés.

QUELS SONT LES ACTEURS CLÉS DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE STRATÉGIQUE EN MATIÈRE DE MINÉRAIS POUR L'AFRIQUE ?

Les principaux acteurs sont les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les régulateurs, les organismes de surveillance et les parties prenantes stratégiques. Une bonne politique stratégique en matière de minerais est également multiforme, orientée vers l'avenir et axée sur l'amélioration de la valorisation. Le Ghana est un bon exemple. Sa politique d'interdiction des exportations de matières premières et semi-transformées est étayée par un cadre en huit points :

- Développement de la chaîne de valeur
- Participation et appropriation au niveau local
- Incitations fiscales
- Cadre réglementaire
- Harmonie sociale
- Bonne gouvernance
- Soutien aux mineurs artisanaux et à petite échelle
- Développement des infrastructures

QUELLES ACTIONS PRIORITAIRES PEUVENT ÊTRE ENTREPRISES POUR GARANTIR QUE LES INTÉRÊTS AFRICAINS SONT REPRÉSENTÉS ET QUE DES PARTENARIATS MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUES AVEC DES SOCIÉTÉS MINIÈRES ÉTRANGÈRES SONT MAINTENUS DANS LE SECTEUR MINIER AFRICAIN ?

Les acteurs africains des gouvernements, du secteur privé et de la société civile doivent investir dans une recherche plus appliquée pour comprendre cette industrie, l'économie politique dans laquelle elle opère, les sciences et les technologies qui la sous-tendent, ainsi que les développements mondiaux et les actions à entreprendre pour permettre aux pays africains de s'insérer correctement dans ce contexte. Nous devons également investir dans les technologies de demain, tout en gardant à l'esprit qu'il s'agit d'un secteur en rapide évolution. Nous risquons de perdre encore une fois cette course si nous ne prenons pas plusieurs longueurs d'avance.

Permettez-moi d'explicitier. La Chine, par exemple, a investi massivement dans la recherche et le développement pour se détourner du lithium et du cobalt au profit de minerais plus facilement disponibles, comme le sodium. En opérant une transition complète vers le développement d'alternatives, elle réduira, voire éliminera, sa dépendance vis-à-vis des pays riches en cobalt et en lithium.



Un ouvrier dans une usine d'électrolyse à la mine de Tenke Fungurume, l'une des plus grandes mines de cuivre et de cobalt au monde, dans le sud-est de la République démocratique du Congo. (AFP/Emmet Livingstone)

En juillet 2024, la Chine a inauguré le plus grand système de stockage d'énergie par batterie sodium-ion au monde, dans le cadre d'un effort à long terme visant à déployer des systèmes de stockage à grande échelle utilisant d'autres technologies que le lithium. Les pays africains possédant d'importantes réserves de lithium ne peuvent ignorer ces évolutions technologiques, sous peine de voir leurs actifs mis à l'écart. C'est pourquoi je pense que les pays africains font fausse route en se concentrant uniquement sur les technologies d'aujourd'hui. Nous devons envisager les technologies de demain et nous adapter en conséquence.

Les parties prenantes africaines doivent déterminer où elles souhaitent se situer dans l'écosystème des minerais stratégiques et agir en ce sens. Pour cela, nous devons comprendre l'écart entre la rhétorique politique et les actions concrètes à mener pour que les entreprises étrangères nous rejoignent sur le chemin parcouru. Nous devons sérieusement investir dans la formation, la science et la technologie appliquée, et demander à nos partenaires étrangers de soutenir ces initiatives dans le cadre de leurs programmes d'investissement. Nous devons résoudre les problèmes fondamentaux de la fiabilité de l'approvisionnement en eau et en électricité ainsi que des transports. Nous devons également garantir la stabilité démocratique et la bonne gouvernance politique et économique.

Nous devons déterminer nos économies d'échelle, élaborer des accords économiques régionaux potentiels et déterminer le créneau que nous voulons développer dans la chaîne d'approvisionnement mondiale.